

La sécurité

aujourd'hui et demain

Mohamed ElBaradei



Cette année, en juillet 2007, l'AIEA célébrera son premier demi-siècle de service international en tant qu'organisation de « l'atome au service de la paix » aidant à enrayer la prolifération des armes nucléaires. Qu'est-ce que l'avenir lui réserve ? Que doit-elle et peut-elle faire pour aider à renforcer les fondements de la sécurité et du développement mondiaux ? Mohamed ElBaradei, directeur général de l'Agence et lauréat du prix Nobel, passe en revue les principales difficultés et perspectives qui se dessinent.

Récemment, certains des plus éminents intellectuels de la planète ont recensé les pires menaces auxquelles le monde est et sera bientôt confronté.

Membres d'un groupe de haut niveau des Nations Unies, ils ont évalué et recensé cinq catégories de menace : pauvreté, maladies infectieuses et détérioration de l'environnement ; criminalité organisée ; terrorisme ; guerres civiles et entre États ; armes de destruction massive.

d'humiliation. Ce sentiment forme le terreau idéal de toutes sortes de violences – extrémisme, guerres civiles et guerres entre États. En outre, c'est dans les régions qui connaissent des conflits anciens que les pays sont le plus souvent tentés d'accroître leur influence ou leur sécurité en recourant aux armes nucléaires ou à d'autres armes de destruction massive.

Le monde peut jeter des bases plus solides pour le prochain demi-siècle... et au-delà

Ce qui m'a frappé, à la lecture du rapport de ce groupe, c'est que toutes ces menaces, sans exception, ignorent les frontières. Aucun pays ne peut les combattre seul. De par leur nature, elles appellent une réaction mondiale et une coopération internationale.

Autre point évident : ces menaces sont toutes liées. La pauvreté va souvent de pair avec les violations des droits de l'homme et la mauvaise gestion des affaires publiques, qui créent un profond sentiment d'injustice, de colère et

Cette association de menaces, bien évidemment, est fatale. Un maintien du statu quo est exclu.

Dans un essai paru récemment, quatre éminences grises américaines – Henry Kissinger, William Perry, George Schultz et Sam Nunn – ont fortement préconisé aux États-Unis et au monde de renoncer aux armes nucléaires : « Faute d'agir d'urgence, » ont-ils écrit, « les États-Unis seront bientôt contraints d'aborder une nouvelle ère nucléaire qui sera plus précaire, psychologiquement

déroutante et encore plus coûteuse que ne l'était la dissuasion de la guerre froide. »

Les défis

Permettez-moi de préciser brièvement les défis que nous devons relever.

Premièrement, selon moi, la communauté mondiale a un sens déformé des priorités qui a engendré l'inégalité et l'insécurité.

Globalement, chaque année, les gouvernements dépensent au total 100 milliards de dollars en aide étrangère. Ce montant peut sembler énorme, mais comparons-le, par exemple, à celui dépensé aux seuls États-Unis pour les animaux domestiques : 35 milliards de dollars, soit un tiers du montant total de l'aide étrangère. Comparons-le, encore, au montant que les gouvernements consacrent chaque année aux armes de guerre : plus d'un billion de dollars, soit dix fois le montant consacré à l'aide.

Le besoin d'aide, pourtant, est colossal. 40% des habitants de la planète vivent avec moins de deux dollars par jour. Chaque soir, 850 millions de personnes s'endorment avec la faim au ventre. Les experts nous disent que 20 000 personnes – principalement des enfants – meurent chaque jour de phénomènes liés à la pauvreté tels que la faim et les maladies d'origine hydrique. Autrement dit, elles sont trop pauvres pour survivre.

Ces chiffres parlent d'eux-mêmes.

Une autre illustration de notre sens déformé des priorités est notre inaptitude à résoudre de vieux conflits régionaux, tels ceux du Moyen-Orient et de Corée. Ces conflits et d'autres, on pourrait les résoudre. Ils persistent parce que la communauté internationale, malgré des efforts sporadiques, n'a ni fait les investissements nécessaires, ni montré la détermination requise pour trouver des solutions. Ce n'est pas un hasard si ces régions sont souvent celles qui font craindre une prolifération d'armes de destruction massive.

Sur le front nucléaire, les défis ne sont pas moindres. Certains parlent d'une « érosion continue » du régime de non-prolifération. Je tends à les approuver, et cela ne devrait pas surprendre. Le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) est entré en vigueur il y a plus de 35 ans. Depuis, le monde a connu, dans les domaines politique, technologique et sécuritaire, de profonds changements. Le problème, c'est que nous n'avons pas opéré les ajustements qu'appelaient ces nouvelles réalités.

La conséquence la plus spectaculaire a été la quête clandestine, par plusieurs pays, d'armes et de capacités nucléaires. Parallèlement, on a vu l'émergence de ce que j'ai appelé un « supermarché nucléaire », réseau illicite de commerce d'équipements et de techniques nucléaires sensibles.

Parfois, on tend à oublier que l'objectif du TNP est un monde sans armes nucléaires. Certains pays, malgré cela, continuent de ne jurer que par ces armes, dont nous possédons encore 27 000 exemplaires. Certaines sont encore en « alerte rouge » comme pendant la guerre froide. Neuf pays, on le sait, possèdent ces armes et plus de 25 autres sont membres d'alliances qui fondent en partie leur doctrine sur l'arme nucléaire. Certains États dotés d'armes nucléaires prévoient de renouveler leurs stocks, voire de mettre au point de nouvelles armes plus « utilisables », ce qui ne les empêche pas, dans le même temps, de continuer de dire à d'autres que les armes nucléaires sont pour eux une mauvaise chose.

Le lien entre non-prolifération et désarmement devrait maintenant être évident. Aussi longtemps que certains pays utiliseront l'arme nucléaire pour leur sécurité, d'autres seront tentés de les imiter. Comme je l'ai déjà dit, nous devons abandonner la notion intenable selon laquelle il est, pour certains pays, moralement répréhensible de tenter d'obtenir des armes de destruction massive et, pour d'autres, moralement acceptable de continuer de les utiliser pour leur propre sécurité.

Le lien entre non-prolifération et désarmement devrait maintenant être évident. Aussi longtemps que certains pays utiliseront l'arme nucléaire pour leur sécurité, d'autres seront tentés de les imiter.

Une autre menace, nouvelle et plus complexe, est ce que j'appellerais la prolifération des « capacités nucléaires ». Par là, j'entends la diffusion de techniques nucléaires sensibles, en particulier l'enrichissement de l'uranium et la séparation du plutonium. Ces techniques, parfaitement légales du point de vue du TNP, donnent également aux pays qui les possèdent la possibilité de fabriquer les matières nucléaires utilisées dans les armes.

Préoccupés par les changements climatiques et par leur sécurité énergétique, des pays de plus en plus nombreux en viennent à considérer le nucléaire comme une solution attrayante et, pour maximiser leur indépendance énergétique, à souhaiter maîtriser l'ensemble du cycle du combustible nucléaire.

Cette évolution, compréhensible, n'en est pas moins dangereuse. La dernière chose dont nous avons besoin, c'est une multiplication d'États « virtuellement dotés d'armes nucléaires », c'est-à-dire de pays capables, s'ils le décidaient, de produire de telles armes en quelques mois.

Il y a, enfin, la perspective terrifiante du terrorisme nucléaire ou radiologique, c'est-à-dire la possibilité que

soient volées une arme ou des matières nucléaires. Les stocks militaires et civils recèlent en effet des milliers de tonnes de matières nucléaires de qualité militaire – uranium hautement enrichi et plutonium.

Il existe également d'importantes quantités de matières radioactives diverses utilisées, le plus souvent, à des fins humanitaires. Ces matières, dont le risque est fonction de

Quelle qu'en soit la cause, c'est là une sombre vision de l'avenir.

Il n'est pas trop tard, cependant, pour choisir l'autre voie, celle de la création d'un « village mondial », monde dans lequel tous les peuples et pays seraient considérés comme partageant une même planète et des valeurs communes, à égalité de droits et de possibilités.

Malgré les énormes progrès réalisés par l'agriculture mondiale, de nombreux pays peinent encore à nourrir leur population. Pour stimuler la production agricole, il faut utiliser des variétés améliorées, combattre efficacement les ravageurs, accroître la fertilité des sols et mieux gérer les sols et l'eau. L'AIEA aide les chercheurs et les agriculteurs locaux à atteindre ces objectifs grâce aux techniques nucléaires.



leur composition et de leur activité, sont faciles à acquérir du simple fait de leur abondance.

L'explosion en milieu urbain, par un groupe extrémiste, d'une « bombe sale », c'est-à-dire d'une quantité de matière radioactive emballée dans des explosifs classiques, causerait des dommages bien inférieurs à ceux d'une explosion nucléaire, mais sèmerait la panique, contaminerait l'environnement et perturberait l'économie.

L'AIEA tient à jour une base de données sur les trafics où sont consignés les rapports de vol, de contrebande ou de perte de matières nucléaires ou radioactives. L'an dernier seulement, 149 incidents de ce type ont été signalés. Heureusement, il ne s'est jamais agi d'importantes quantités de matières nucléaires ou de puissantes sources radioactives. Le message, cependant, est clair : la menace est bien réelle.

Ces cinq dernières années, la communauté internationale a beaucoup fait pour sécuriser ces matières. Cette course, cependant, se joue contre la montre et l'on ne sait pas encore qui gagne.

Tels sont, entre autres, les défis que nous devons relever. Ces défis sont urgents et importants. Aujourd'hui, cependant, nul ne sait la direction que nous prendrons.

Deux choix, selon moi, s'offrent à nous. D'un côté, il y a ce que d'aucuns nomment un « choc des civilisations », fondé sur l'ethnicité, la race ou la religion.

Les occasions à saisir

Je voudrais, maintenant, dresser un tableau plus lumineux, me concentrant sur la façon de relever – ou, du moins, de commencer à relever – ces défis.

Premièrement, nous ne devons pas seulement créer de la richesse, mais aussi la partager plus équitablement. Selon une étude récente menée par l'Université des Nations Unies, en 2000, le centile le plus riche de la population mondiale détenait 40% de la richesse mondiale. La moitié la plus pauvre de l'humanité, par contre, en détenait à peine 1%.

Pour commencer à rectifier ces inégalités, il existe des moyens concrets. Il faudrait, je l'ai déjà dit, accroître l'aide publique au développement.

Il faudrait, en outre, non seulement distribuer de l'argent, mais aussi accroître l'égalité des chances. Chaque année, l'Union européenne, les États-Unis et le Japon dépensent en subventions agricoles 260 milliards de dollars, investissement qui, de fait, empêche les agriculteurs des pays pauvres de concurrencer leurs homologues déjà prospères. Les habitants des pays en développement cherchent à s'extraire de la pauvreté par le commerce. Il faut leur donner cette chance.

On pourrait aussi, pour répondre aux besoins de développement, investir dans des sciences et techniques

plus avancées. Les progrès des nanotechnologies et des biotechnologies, par exemple, font naître de grands espoirs. Dans ces domaines, cependant, l'investissement suit généralement le marché, l'innovation tendant à servir principalement les besoins des pays développés. Les pays en développement n'en profitent souvent que peu. Il faudrait davantage placer l'accent sur des innovations scientifiques et techniques capables d'aider les pays pauvres. On pourrait, par exemple, développer les moyens de lutte contre le paludisme et d'autres maladies de pays en développement.

Pour aider les pays en développement à répondre à leurs besoins fondamentaux que sont l'alimentation, l'eau, l'énergie, la santé, le logement et l'éducation, il faut développer leurs moyens scientifiques et techniques de base. À l'AIEA, nombre des activités visent à aider les États Membres à utiliser des techniques nucléaires avancées pour favoriser le développement humain.

Comment cela fonctionne-t-il ? Permettez-moi de vous donner un exemple.

L'un des principaux problèmes des pays pauvres est la sécurité alimentaire. Pour stimuler la production agricole, il faut utiliser des variétés améliorées, combattre efficacement les ravageurs, accroître la fertilité des sols et mieux gérer les sols et l'eau.

Dans le cadre de projets nationaux et régionaux, l'AIEA aide les chercheurs et les agriculteurs locaux à atteindre ces objectifs grâce aux techniques nucléaires. L'idée est non seulement d'accroître la production alimentaire, mais aussi de la maintenir tout en préservant l'environnement.

Ces cinq dernières années, rien qu'en Afrique, il a été mis en circulation six nouvelles variétés de plantes au rendement accru, de meilleure qualité nutritive et plus résistantes aux milieux hostiles : sésame en Égypte, manioc au Ghana, blé au Kenya, banane au Soudan, et millet et coton en Zambie.

La sécurité alimentaire, cependant, n'est que l'un des domaines d'action de l'AIEA. Nous aidons également les pays à se doter des moyens nucléaires nécessaires pour gérer les eaux souterraines, combattre les maladies, améliorer la nutrition, accroître la productivité industrielle et protéger l'environnement.

L'énergie est un facteur essentiel de développement. Dans presque tous ses aspects, qu'il s'agisse de santé, d'agriculture, d'éducation ou d'industrie, le développement humain a besoin d'un accès fiable à des sources modernes d'énergie.

Dans ce domaine, une fois encore, ce qui frappe, c'est le déséquilibre. Grosso modo, 1,6 milliard de personnes – un quart de la population mondiale – n'ont pas accès à l'électricité, et 2,4 milliards utilisent encore la biomasse pour cuisiner et se chauffer.

Pour donner une comparaison, dans des pays pauvres en énergie tels que l'Éthiopie et l'Érythrée, la consommation

d'électricité par habitant est d'environ 50 kilowatt-heures par an, ce qui équivaut à une offre moyenne d'environ 6 watts par habitant, soit moins que ce qu'il faut pour alimenter un ordinateur personnel. De leur côté, les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) consomment en moyenne, par habitant, 8 600 kilowatt-heures par an, soit, en gros, 100 fois plus.

Dans le domaine nucléaire, une grande partie des 442 centrales nucléaires en service actuellement opèrent dans des pays industrialisés. En revanche, sur les 29 nouveaux réacteurs en construction, 16 se situent dans des pays en développement.

Les pays en développement sont de plus en plus nombreux à s'intéresser à l'énergie nucléaire, mais l'infrastructure requise – installations industrielles, cadre juridique et ressources financières et humaines – est impressionnante. Pour acquérir une technologie aussi complexe, il faut planifier, préparer et investir sur le long terme.

L'AIEA aide ses États Membres à se doter des moyens de gérer le développement de leur secteur énergétique. Le but n'est pas de promouvoir l'énergie nucléaire ; souvent, en fait, le nucléaire n'est pas le premier choix. On cherche plutôt à favoriser une exploitation rationnelle des ressources naturelles et à élargir l'accès à une énergie abordable.

À cette fin, nous proposons des services d'évaluation énergétique. Dans le cadre de ces services, nous élaborons des modèles de planification énergétique adaptés à la situation de chaque pays. Nous apprenons à des experts locaux à prévoir la demande d'énergie, à identifier les solutions les plus économiques et à utiliser ces facteurs pour alimenter, au niveau national, la prise de décisions. Ces outils de l'AIEA sont aujourd'hui utilisés dans plus de 100 pays du monde entier.

Les sciences et techniques avancées, cependant, doivent être utilisées à bon escient. Dans le domaine nucléaire, plusieurs points sont à surveiller.

Sur le front de la sécurité nucléaire, notre priorité première doit être d'enrayer le trafic de matières nucléaires ou radioactives. Pour cela, il faut achever de sécuriser les installations à risque où ces matières sont utilisées ou stockées ; renforcer l'aptitude des policiers et des douaniers à détecter les activités de contrebande ; et limiter, dans le secteur civil, l'utilisation de l'énergie nucléaire à l'uranium faiblement enrichi, non utilisable dans des armes.

Il faudrait également créer un mécanisme garantissant la fourniture de combustible nucléaire aux usagers de bonne foi. Ce mécanisme ôterait aux pays toute raison de posséder une capacité d'enrichissement d'uranium ou de séparation du plutonium. L'AIEA œuvre à l'élaboration d'un tel outil, qui passerait par la création d'une banque internationale de combustible. À terme, le but serait de placer toutes ces opérations sous contrôle multinational.

Il faudrait également créer un mécanisme garantissant la fourniture de combustible nucléaire aux usagers de

bonne foi. Ce mécanisme ôterait aux pays toute raison de posséder une capacité d'enrichissement d'uranium ou de séparation du plutonium. L'AIEA œuvre à l'élaboration d'un tel outil, qui passerait par la création d'une banque internationale de combustible. À terme, le but serait de placer toutes ces opérations sous contrôle multinational.

Il faudrait, en outre, renforcer l'AIEA elle-même. Nous jouons un rôle essentiel pour ce qui est de vérifier la vocation exclusivement pacifique des activités nucléaires. Notre pouvoir de vérification, cependant, varie d'un pays à l'autre. Le protocole additionnel, conçu au milieu des

L'actualité politique de ces dernières années a montré que les inspections de l'AIEA peuvent jouer un rôle décisif dans les décisions de guerre et de paix.

années 90 après la découverte du programme nucléaire clandestin iraquien, étend le droit d'accès des inspecteurs de l'Agence chargés de rechercher les matières et activités nucléaires non déclarées. Ce protocole, cependant, plus de 100 pays ne l'ont pas encore ratifié. Il faudrait que tous le fassent.

Nos ressources financières, également, sont utilisées au maximum. Le budget de vérification de l'AIEA – avec lequel nous sommes supposés inspecter les activités nucléaires dans le monde entier – s'élève à quelque 130 millions de dollars, ce qui est loin d'être à la hauteur de nos responsabilités et de nos besoins.

Avec un budget plus étoffé, nous pourrions acheter davantage d'images satellitaires. Nous pourrions équiper nos laboratoires d'appareils ultramodernes – par exemple d'analyse des traces de fission – qui nous aideraient à détecter et à analyser des activités nucléaires non déclarées, même longtemps après qu'elles ont été menées. Nous pourrions dépêcher davantage d'inspecteurs, acheter de meilleurs instruments et être davantage confiants dans le fait que nous conservons, sur le plan technique, une tête d'avance.

L'actualité politique de ces dernières années a montré que les inspections de l'AIEA peuvent jouer un rôle décisif dans les décisions de guerre et de paix. En rendant l'Agence plus efficace, on ferait, par conséquent, un excellent investissement.

Il faut impérativement, enfin, que la communauté internationale intensifie ses efforts de désarmement. Sur nombre des armes nucléaires actuellement stockées, une seule ogive équivaut à des centaines d'Hiroshima. Or,

il n'existe aucune justification rationnelle – hormis une attaque d'extra-terrestres – pour conserver l'arsenal actuel ou maintenir en « alerte rouge » nombre de ces armes.

Je me souviens d'une citation de l'ancien Président Ronald Reagan, qui était convaincu qu'il fallait supprimer toutes les armes nucléaires. Ces armes, disait-il, « sont totalement irrationnelles, totalement inhumaines, bonnes à rien sinon à tuer, capables de détruire la vie sur terre et la civilisation. »

Chacune des stratégies que j'ai énoncées ici contribuera à réduire l'insécurité et les inégalités qui existent aujourd'hui. Chacune est indispensable pour instaurer la paix mondiale.

Globalement, cependant, nous ne parviendrons à créer un « village mondial » qu'en mettant en place un nouveau système de sécurité collective. Un système dans lequel aucun pays ou groupe de pays n'aura besoin d'armes nucléaires pour sa sécurité. Un système qui comprendra un mécanisme efficace de résolution des conflits. Un système qui accordera aux conflits régionaux anciens, tels ceux du Moyen-Orient et de Corée, la priorité et l'attention qu'ils méritent. Un système équitable, intégrateur et efficace.

Enfin – et surtout, un système qui sera axé sur les gens, car je suis convaincu que pour garantir la paix, ce système doit garantir la « sécurité humaine ». La communauté internationale doit défendre la vie, la liberté et la dignité de chaque individu, toujours et partout, que l'agresseur soit une force d'occupation ou un brutal dictateur.

Ce n'est pas qu'un impératif moral ; c'est la condition de notre propre sécurité. Avec la mondialisation, toute insécurité locale devient insécurité mondiale.

En abordant les conflits sous l'angle de la sécurité humaine, on verra rapidement qu'il vaut mieux recourir au dialogue qu'à la force militaire. Il faut cesser de ne voir dans le dialogue qu'un moyen de récompenser un bon comportement et admettre que c'est par le dialogue qu'on peut susciter un tel comportement. Mon ennemi d'aujourd'hui peut très bien devenir mon partenaire demain. Nous allons, en effet, devoir partager les mêmes ressources, combattre les mêmes problèmes d'environnement et de santé, et coopérer sur de nombreux plans.

En conciliant nos différences, nous pouvons et devons créer les conditions d'une paix et d'une sécurité mondiales plus robustes.

Mohamed ElBaradei (official.mail@iaea.org) est Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique et colauréat, avec l'AIEA, du Prix Nobel de la paix 2005.